



**PRÉFET  
DE LA SEINE-  
MARITIME**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,  
de l'aménagement et du logement  
de Normandie**

**Unité Départementale Rouen-Dieppe  
Équipe Territoriale**

**Service Risques**



**Arrêté du 02 JUIN 2020**

**mettant en demeure la société LAGUERRE à Saint-Étienne-du-Rouvray de se conformer aux prescriptions édictées en matière d'installations classées pour la protection de l'environnement**

Le préfet de la région Normandie, préfet de la Seine-Maritime,  
Officier de la Légion d'honneur,  
Officier de l'Ordre National du Mérite,

- Vu le code de l'environnement et notamment les articles L. 171-6 et L. 171-8 ;
- Vu le décret du Président de la République en date du 1<sup>er</sup> avril 2019 nommant M. Pierre-André DURAND préfet de la région Normandie, préfet de la Seine-Maritime ;
- Vu l'arrêté n° 19-154 du 13 septembre 2019 portant délégation de signature à M. Yvan CORDIER, secrétaire général de la préfecture de la Seine-Maritime ;
- Vu l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010 modifié relatif au stockage en réservoirs aériens manufacturés exploités au sein d'une installation classée soumise à autorisation au titre de l'une ou plusieurs des rubriques nos 1436, 4330, 4331, 4722, 4734, 4742, 4743, 4744, 4746, 4747 ou 4748, ou pour le pétrole brut au titre de l'une ou plusieurs des rubriques nos 4510 ou 4511 de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu l'arrêté ministériel du 1<sup>er</sup> juin 2015 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de l'une au moins des rubriques 4331 ou 4734 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu les arrêtés préfectoraux des 18 octobre 1982, 25 novembre 1985 et 23 février 1996 autorisant et réglementant les activités de l'établissement LAGUERRE ;
- Vu le courrier du 12 juillet 2016 actant le classement du site au regard de la nomenclature des installations classées modifiée notamment suite au décret du 3 mars 2014 ;
- Vu le rapport de l'inspection des installations classées du 12 mars 2020 relatif à la visite du 20 décembre 2019 ;
- Vu le courrier de l'inspection de l'environnement transmis à l'exploitant le 13 mars 2020, conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du Code de l'environnement ;

Les dossiers d'installations classées font l'objet, pour leur gestion, d'un traitement informatisé. Le droit d'accès au fichier et de rectification prévu par l'article 27 de la loi n° 78.17 du 6 janvier 1978 s'exerce auprès de la DREAL.

Vu l'absence de réponse de l'exploitant.

## **CONSIDÉRANT**

que les stockages de liquides inflammables de la société LAGUERRE, soumis à autorisation sous la rubrique ICPE 1432 jusqu'au 1<sup>er</sup> juin 2015, sont désormais soumis à Enregistrement au regard de la rubrique ICPE 4331 relative aux liquides inflammables de catégorie 2 ou 3, et sous le régime de la Déclaration au regard de la rubrique ICPE 4330 relative aux liquides inflammables de catégorie 1 ;

que ces stockages de liquides inflammables doivent par conséquent respecter les prescriptions de l'arrêté ministériel enregistrement du 1<sup>er</sup> juin 2015 susvisé, ou, en application de l'article 1<sup>er</sup> – III de cet arrêté ministériel, les prescriptions auxquelles ces installations existantes étaient soumises avant l'entrée en vigueur de cet arrêté du 1<sup>er</sup> juin 2015, à savoir l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010 modifié relatif aux dépôts de liquides inflammables soumis à autorisation ;

que l'article 19 de l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010 demande à ce que les récipients mobiles contenant des liquides inflammables de point éclair inférieur à 93°C soient associés à une capacité de rétention de capacité utile au moins égale, soit à la capacité totale des récipients si cette capacité est inférieure à 800 litres, soit à 50 % de la capacité totale des récipients mobiles avec un minimum de 800 litres si cette capacité excède 800 litres ;

que l'article 20 de l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010 demande à ce que les réservoirs aériens contenant des liquides inflammables de point éclair inférieur à 93°C soient associés à une capacité de rétention de capacité utile au moins égale à la plus grande des 2 valeurs que sont 100 % de la capacité du plus grand réservoir associé, et 50 % de la capacité totale des réservoirs associés ;

que ces dispositions visent à limiter, en cas d'incendie, la surface maximale susceptible d'être en feu, et donc les risques de propagation à des installations voisines ;

que le 20 décembre 2019, l'inspection des installations classées a constaté sur site le non-respect de certaines prescriptions des articles 19 et 20 de l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010 :

- dans la zone de stockage B (en toile), étaient stockés le jour de l'inspection différents produits corrosifs et des produits inflammables dans des récipients mobiles, sans que ceux-ci soient sur rétentions adaptées. En cas de départ de feu, une nappe enflammée aurait pu s'étaler et atteindre les produits voisins.
- le parc J contient des réservoirs aériens de liquides inflammables associés à plusieurs rétentions ; selon le plan communiqué par la société Laguerre le jour de l'inspection, certaines rétentions ne présentent pas un volume suffisant, répondant à l'article 20 de l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010, telles que la rétention associée aux réservoirs de cyclohexane, celle associée au réservoir d'essence de térébenthine, et celle associée au réservoir de naphthalène.
- le bâtiment G, où sont stockés des produits finis inflammables ou combustibles en récipients mobiles n'est associé à aucune fosse de rétention, selon le plan communiqué par l'exploitant.

que ces constats constituent des manquements aux dispositions des articles 19 et 20 de l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010 ;

que l'article 53 de l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010 demande à ce que tous les effluents liquides susceptibles d'être pollués soient canalisés, et qu'un dispositif permette l'isolement des

réseaux de collecte des effluents pollués ou susceptibles d'être pollués de l'établissement par rapport à l'extérieur ;

que le 20 décembre 2019, l'exploitant a indiqué que le confinement des eaux susceptibles d'être polluées était assuré sur une partie de son site, mais pas sur l'intégralité ; ce qui peut entraîner, en cas d'incendie, une augmentation des surfaces en feu et un risque de propagation à des équipements voisins, et une pollution du milieu récepteur ;

que ces constats constituent des manquements aux dispositions de l'article 53 de l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010 ;

que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société LAGUERRE de respecter les prescriptions des articles 19, 20 et 53 de l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010 modifié, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

*Sur proposition du secrétaire général de la préfecture*

## **ARRÊTE**

### **Article 1<sup>er</sup> -**

La société LAGUERRE, située impasse du Quesnet – 76 800 SAINT-ÉTIENNE-DU-ROUVRAY, est mise en demeure de respecter sous 6 mois à compter de la notification du présent arrêté :

#### **1. les prescriptions suivantes des articles 19 et 20 de l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010 modifié :**

##### **• Article 19**

**À chaque récipient mobile ou groupe de récipients mobiles est associée une capacité de rétention dont la capacité utile est au moins égale :**

- soit à la capacité totale des récipients si cette capacité est inférieure à 800 litres
- soit à 50 % de la capacité totale des récipients avec un minimum de 800 litres si cette capacité excède 800 litres

##### **• Article 20**

**À chaque réservoir ou groupe de réservoirs est associée une capacité de rétention dont la capacité utile est au moins égale à la plus grande des deux valeurs suivantes :**

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir associé
- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés

#### **2. les prescriptions suivantes de l'article 53 de l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010 modifié :**

**Tous les effluents liquides susceptibles d'être pollués sont canalisés.**

**Il est interdit d'établir des liaisons directes entre le milieu récepteur et les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement ou être détruits.**

**Un dispositif permet l'isolement des réseaux de collecte des effluents pollués ou susceptibles d'être pollués de l'établissement par rapport à l'extérieur.**

### **Article 2 -**

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu au même article et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il peut être

pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues par les dispositions du II de l'article L. 171-8 du Code de l'environnement.

**Article 3 -**

Conformément aux dispositions de l'article L.171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée au tribunal administratif de ROUEN.

Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant à compter du jour où la présente décision lui a été notifiée (articles L.221-8 du code des relations entre le public et l'administration R.421-1 du code de justice administrative).

Conformément aux dispositions de l'article R. 414-6 du code de la justice administrative, les personnes de droit privé autres que celles chargées de la gestion permanente d'un service public non représentées par un avocat, peuvent adresser leur requête à la juridiction par voie électronique au moyen d'un téléservice accessible par le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr). Ces personnes ne peuvent régulièrement saisir la juridiction par voie électronique que par l'usage de ce téléservice.

**Article 4 -**

Conformément aux dispositions de l'article R.171-1 du code de l'environnement, le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de la Seine-Maritime pendant une durée minimale de deux mois.

**Article 5 -**

Le secrétaire général de la préfecture de la Seine-Maritime, le maire de la commune de Saint-Étienne-du-Rouvray, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Normandie ainsi que tous les agents habilités des services précités sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Le présent arrêté est notifié à la société LAGUERRE.

Fait à ROUEN, le **02 JUIN 2020**

Pour le préfet de la Seine-Maritime,  
et par délégation,  
le secrétaire général

  
Yvan CORDIER